

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 37

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

57^a Sessione plenaria
(Parigi, 1-3 dicembre 2009)

Raccomandazione n. 847 ⁽¹⁾

sugli attuali sviluppi in materia di non proliferazione e disarmo nucleare ⁽²⁾

Trasmessa il 12 gennaio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) *Réaffirmant* sa détermination à encourager une non-prolifération et un désarmement nucléaires efficaces et durables à l'échelle mondiale;

(ii) *Rappelant* sa Recommandation n° 808 du 3 décembre 2007 sur l'avenir de la non-prolifération nucléaire;

(iii) *Faisant sienne* la toute récente Résolution 1887 adoptée par le Conseil de

sécurité des Nations unies le 24 septembre 2009 sur la non-prolifération, qui appelle à mettre fin à la dissémination des armes nucléaires et à multiplier les efforts pour parvenir à un désarmement et réduire le risque de terrorisme nucléaire;

(iv) *Constatant* que le Traité START I arrive à expiration le 5 décembre 2009 et *se félicitant* en conséquence du climat positif des négociations en cours entre les Etats-Unis et la Russie devant aboutir à la signature d'un nouveau Traité sur la réduction des armements stratégiques (START);

(v) *Constatant* qu'un nouveau Traité START contribuera à l'amélioration des

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 2009, au cours de sa 3^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Hancock (Royaume-Uni, Groupe libéral), Document 2052.

relations entre l'Est et l'Ouest et constituera un exemple à suivre susceptible d'avoir des retombées positives pour d'autres pays;

(vi) *Notant* que la Russie envoie des signaux contrastés en ce qui concerne l'utilisation future de ses armes nucléaires et sa dépendance vis-à-vis de celles-ci;

(vii) *Considérant* qu'après la signature du nouveau Traité START, les Etats-Unis et la Russie détiendront encore plus de 90% des armes nucléaires existant dans le monde et que les réductions proposées ne représentent pas une diminution significative de l'arsenal nucléaire actuel;

(viii) *Faisant sienne* la vision du Président Obama d'un monde dénucléarisé mais *rappelant* néanmoins que l'élimination totale des armes nucléaires, à supposer qu'elle soit réalisable, implique que des changements profonds interviennent dans l'environnement sécuritaire international, ce qui ne saurait être qu'un objectif à long terme;

(ix) *Se félicitant* de la proposition du Président Obama d'organiser en avril 2009 un sommet mondial sur la sécurité nucléaire, apportant ainsi un soutien à la Conférence d'examen du TNP qui se tiendra le mois suivant;

(x) *Notant* que les travaux constructifs effectués par les trois comités préparatoires sur de nombreux aspects de la non-prolifération et du désarmement nucléaires autorisent un certain optimisme quant à la perspective de renforcer la Conférence d'examen du TNP en mai 2010;

(xi) *N'ignorant pas* que la prolifération nucléaire est liée à la défense antimissile et que certains pays poursuivent de front des programmes nucléaires et des programmes de missiles;

(xii) *Consciente* que la défense antimissile est une question qui ne concerne pas seulement certains membres de l'OTAN appartenant à l'UE, mais tous les Etats membres de l'UE et *constatant* que

l'UE a jusqu'ici évité toute discussion générale sur la défense antimissile;

(xiii) *Notant* que la Stratégie européenne de sécurité n'envisage ni ne propose que les armes nucléaires des Etats membres de l'UE soient mises au service de la sécurité de l'Union;

(xiv) *Se félicitant* de la décision du Président Obama d'annuler le projet en vigueur par l'administration Bush de construire un troisième site devant faire partie du bouclier antimissile américain en Europe orientale;

(xv) *Se félicitant* de la décision de la Russie de ne pas déployer de missiles à courte portée à Kaliningrad en réponse à celle des Etats-Unis de ne pas construire le troisième site;

(xvi) *Notant* avec préoccupation que l'Iran, signataire du TNP, a reconnu récemment l'existence d'une nouvelle installation nucléaire située à Qom, tout en se félicitant de l'attitude positive dont ce pays a fait preuve dernièrement au cours des discussions E3+3, notamment en autorisant les inspecteurs de l'AIEA à pénétrer sur le site de Qom;

(xvii) *Notant* que l'Iran a déclaré à diverses reprises vouloir développer l'énergie nucléaire uniquement à des fins civiles, mais que des doutes sérieux subsistent quant à la nature de ses programmes nucléaires et de missiles;

(xviii) *Préoccupée* par l'essai nucléaire et les tirs de missiles effectués récemment par la Corée du Nord, témoignant de l'accroissement des capacités balistiques et nucléaires de ce pays;

(xix) *Appuyant* la Résolution 1874 de l'ONU en date du 12 juin 2009, qui invite les pays à imposer des sanctions en matière d'armements et d'opérations financières à la Corée du Nord, et *constatant* que la Chine semble vouloir se montrer plus coopérative sur cette question;

(xx) *S'inquiétant* de l'absence persistante de la Corée du Nord aux pourparlers à six, et *consciente* du rôle influent

que peut jouer la Chine, notamment en ramenant la Corée du Nord à la table des négociations;

(xxi) *Constatant* avec préoccupation les tensions croissantes au Pakistan entre les militaires et les talibans et le risque que font peser ces derniers sur les installations nucléaires du pays, notamment sur ses armes nucléaires;

(xxii) *Consciente* de l'ampleur des destructions qu'un engin nucléaire infligerait s'il tombait aux mains de terroristes;

(xxiii) *Accueillant* avec satisfaction les propositions visant à créer une banque internationale de combustible nucléaire pour fournir de l'uranium faiblement enrichi (UFE) aux pays qui en ont besoin et consciente de la hausse de la demande de ce type de combustible dans un contexte de renaissance du nucléaire civil;

(xxiv) *N'ignorant pas* que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) n'est toujours pas entré en vigueur du fait que de nombreux Etats ne l'ont pas ratifié et *prenant acte* des efforts du Président Obama pour persuader le Sénat des Etats-Unis de l'entériner;

(xxv) *Consciente* que les négociations en cours sur un Traité d'interdiction de la production de matières fissiles (TIPMF, dit Traité « Cut-off ») sont au point mort et que certains pays continuent de produire des matières fissiles,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, A

1. Accorder leur soutien à la Conférence d'examen du TNP de 2010 afin d'en assurer le succès, et s'efforcer notamment de promouvoir les dispositions élaborées par les trois comités préparatoires, qui visent à renforcer le traité;

2. Encourager l'approfondissement du dialogue récemment entamé avec l'Iran dans le cadre des pourparlers E3+3, et poursuivre activement les contacts pris avec le gouvernement iranien pour l'amener à coopérer pleinement avec l'AIEA et à accepter que son uranium faiblement enrichi soit traité par des pays tiers à des fins exclusivement médicales et civiles;

3. Appuyer totalement les Résolutions 1747 et 1803 du Conseil de sécurité des Nations unies et se préparer à l'imposition de sanctions plus sévères contre l'Iran si celui-ci ne respecte pas ses obligations internationales et ne prouve pas la nature pacifique de son programme nucléaire;

4. Offrir leur soutien aux six pays ayant engagé les négociations avec la Corée du Nord et prier instamment la Chine d'appuyer les sanctions applicables aux armements et aux opérations financières demandées par la Résolution 1874 des Nations unies et de jouer un rôle majeur en persuadant la Corée du Nord de reprendre les négociations et d'abandonner son programme nucléaire;

5. Apporter leur concours au gouvernement pakistanais dans sa lutte contre les talibans et dans ses efforts pour sécuriser ses installations nucléaires et l'encourager à améliorer ses politiques de développement socio-économique;

6. Elaborer un concept de stratégie de non-prolifération commun à l'UE et aux Etats-Unis avant la Conférence d'examen du TNP;

7. Encourager un vaste dialogue paneuropéen sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires au niveau de l'UE en vue d'élargir l'expérience de l'Union et d'accroître le soutien qu'elle apporte dans ces domaines;

8. Prier instamment le Comité politique et de sécurité de l'UE d'élaborer un concept de défense antimissile européen en liaison avec l'OTAN et avec la Russie.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 847 ⁽¹⁾sugli attuali sviluppi in materia di non proliferazione e disarmo nucleare ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) ribadito il proprio impegno a promuovere a livello mondiale una non proliferazione e un disarmo nucleare efficaci e duraturi;

(ii) richiamandosi alla propria Raccomandazione 808 del 3 dicembre 2007 sul futuro della non proliferazione nucleare;

(iii) espresso il proprio sostegno alla più recente Risoluzione 1887 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU del 24 settembre 2009 sulla non proliferazione, che invoca un arresto della diffusione di armi nucleari e un maggiore impegno a raggiungere il disarmo e a ridurre il rischio di terrorismo nucleare;

(iv) consapevole che la scadenza del trattato START I è prevista per il 5 dicembre 2009 e, di conseguenza, lieta nell'osservare lo spirito positivo degli attuali negoziati tra Stati Uniti e Russia volti a siglare un nuovo Trattato per la Riduzione delle Armi Strategiche;

(v) rilevato che un nuovo trattato START contribuirà al miglioramento delle relazioni tra Oriente e Occidente e fornirà un esempio che potrebbe produrre risultati positivi per altri paesi;

(vi) rilevato che la Russia invia segnali non definiti circa l'impiego futuro di armi nucleari e la propria dipendenza da esse;

(vii) rilevato che dopo la firma del nuovo trattato START, gli Stati Uniti e la Russia saranno ancora in possesso di più del 90% delle armi nucleari mondiali e che le riduzioni proposte per gli arsenali nucleari attuali non sono significative;

(viii) espresso il proprio sostegno alla visione del Presidente degli Stati Uniti Obama di un mondo privo di armi nucleari ma ricordando, tuttavia, che il mondo riuscirà davvero a liberarsi delle armi nucleari solo se ci saranno profondi cambiamenti nell'ambiente di sicurezza internazionale e che quindi questo deve essere un obiettivo a lungo termine;

(ix) accolta la proposta del Presidente Obama di ospitare un vertice mondiale sulla sicurezza nucleare ad aprile 2010, fornendo così sostegno alla Conferenza di Revisione del Trattato di Non Proliferazione (TNP), che si terrà il mese prossimo;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 2 dicembre 2009, nella terza seduta.

⁽²⁾ Motivazione: si veda il rapporto presentato a nome della Commissione Politica dall'on. Michael Hancock (Regno Unito, Gruppo Liberale), Relatore, Documento 2052.

(x) rilevato che il lavoro positivo svolto su molte questioni concernenti la non proliferazione e il disarmo nucleare dai tre Comitati Preparatori lascia ben sperare per il potenziamento della Conferenza di Revisione del TNP di maggio 2010;

(xi) consapevole del legame tra proliferazione nucleare e difesa missilistica e consapevole altresì che certi paesi perseguono programmi nucleari e missilistici in maniera parallela;

(xii) consapevole del fatto che la difesa missilistica è una questione che riguarda non solo quei paesi dell'UE che sono anche membri della NATO, ma tutti gli stati membri dell'UE, e rilevato che l'UE si è finora tenuta fuori dal dibattito generale sulla difesa missilistica;

(xiii) rilevato che la Strategia di Sicurezza Europea non prende in considerazione, e tanto meno propone, che le armi nucleari degli stati membri dell'UE debbano essere utilizzate per la sicurezza dell'UE;

(xiv) accolta con favore la decisione del Presidente Obama di non seguire i piani dell'amministrazione precedente circa la costruzione di un terzo sito per lo scudo statunitense di difesa missilistica nell'Europa orientale;

(xv) accolta con favore la decisione della Russia di non lanciare missili a breve gittata su Kaliningrad in risposta alla decisione degli USA di non procedere con la costruzione di un terzo sito;

(xvi) preoccupata dalla recente ammissione dell'Iran, stato firmatario del TNP, circa l'esistenza di un nuovo impianto nucleare a Qom, ma accogliendo con favore l'atteggiamento positivo recentemente mostrato dall'Iran durante i dibattiti dell'E3+3 e in particolare il suo consenso a far accedere gli ispettori dell'AIEA al sito di Qom;

(xvii) rilevato che l'Iran ha affermato più volte che sta sviluppando energia nucleare esclusivamente per fini pacifici, ma

rilevato anche che continuano ad esservi seri dubbi circa il carattere dei suoi programmi missilistici e nucleari;

(xviii) preoccupata del fatto che la Corea del Nord ha recentemente condotto un test nucleare e lanci di missili, prova della sua crescente capacità missilistica e nucleare;

(xix) espresso il proprio sostegno alla Risoluzione 1874 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU del 12 giugno 2009, che chiede alle nazioni di imporre alla Corea del Nord delle sanzioni finanziarie e sugli armamenti e osservando che la Cina mostra una predisposizione ad una maggiore collaborazione in materia;

(xx) preoccupata dalla continua assenza della Corea del Nord dai negoziati a sei e consapevole dell'influente ruolo che la Cina può svolgere in tali negoziati, in particolare nel far riavvicinare la Corea del Nord al tavolo del dibattito;

(xxi) preoccupata dalla crescente tensione in Pakistan tra l'esercito e i Talebani e dalla minaccia che questi ultimi costituiscono per gli impianti nucleari del paese, incluse le sue armi nucleari;

(xxii) consapevole della portata della distruzione che un ordigno nucleare infliggerebbe se cadesse nelle mani dei terroristi;

(xxiii) accolta con favore proposte per la creazione di una banca internazionale del combustibile nucleare al fine di fornire uranio a basso arricchimento ai paesi che ne hanno bisogno, e consapevole della crescita della domanda di uranio a basso arricchimento in vista di una rinascita del nucleare civile;

(xxiv) consapevole che, a causa della sua mancata ratifica da parte di una serie di stati, il Trattato sulla messa al bando totale degli esperimenti nucleari (CTBT) non è ancora entrato in vigore e rilevato l'impegno del Presidente Obama per garantire l'approvazione del Senato per la sua ratifica da parte degli Stati Uniti;

(xxv) rilevato che i negoziati attuali su un Trattato sul bando di produzione di materiale fissile sono ad uno stallo, mentre certi paesi continuano a produrre materiale fissile,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. dare il proprio sostegno alla Conferenza di Revisione del TNP del 2010 al fine di garantirne il buon esito e, in particolare, cercare di promuovere le misure volte a potenziare il trattato delineate dai tre Comitati Preparatori;

2. promuovere un approfondimento del dialogo recentemente aperto con l'Iran nel quadro E3+3 e cercare attivamente contatti con il governo iraniano, esortandolo a collaborare appieno con l'AIEA e a giungere ad un accordo circa la possibilità che il suo uranio a basso arricchimento possa essere trasformato da paesi terzi per fini esclusivamente medici e civili;

3. dare il proprio pieno sostegno alle Risoluzioni 1747 e 1803 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU e adoperarsi per l'imposizione di sanzioni più rigide all'Iran qualora non ottemperasse ai suoi obblighi internazionali e non dimostrasse la natura pacifica del suo programma nucleare;

4. offrire sostegno alle sei nazioni coinvolte nei negoziati con la Corea del Nord ed esortare la Cina a sostenere le sanzioni finanziarie e sugli armamenti richieste in linea con la Risoluzione 1874 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU e a svolgere un ruolo chiave nel persuadere la Corea del Nord a tornare al tavolo dei negoziati e ad abbandonare il proprio programma nucleare;

5. concedere sostegno al governo del Pakistan nella sua lotta contro i Talebani e nel suo impegno a rendere sicuri i suoi impianti nucleari ed incoraggiare il paese a migliorare le proprie politiche di sviluppo socio-economico;

6. elaborare un piano strategico di non proliferazione UE-USA nella fase preparatoria della Conferenza di Revisione del TNP;

7. promuovere un dialogo paneuropeo e di ampio respiro sul disarmo e la non proliferazione nucleare a livello comunitario per espandere l'esperienza dell'UE e il suo attuale ruolo di sostegno in questi ambiti;

8. esortare il Comitato Politico e di Sicurezza dell'UE a sviluppare un piano comunitario di difesa missilistica, in collegamento sia con la NATO che con la Russia.